

Michel-Edouard Leclerc et Boris Vallaud . Marché : le débat entre le commerçant et le politique

Titre(s) : Michel-Edouard Leclerc et Boris Vallaud . Marché : le débat entre le commerçant et le politique
[[periodique]] / Béatrice Mathieu

Ensemble : Express (L') 3907

Auteur(s) : Mathieu, Béatrice

Autre(s) auteur(s) : Corrasco, Mattias

Editeur, producteur : 21/05/26

Description matérielle : pp.40-42

ISSN : 0014-5270

Note sur la description matérielle : 3

Résumé ou extrait : Entretien croisé entre Michel-Edouard Leclerc et Boris Vallaud autour de la place du marché, de la "démarchandisation" et du rôle de l'Etat. Le président du groupe parlementaire PS défend l'idée que le marché, passé du capitalisme de production à la financiarisation puis au capitalisme numérique, transforme en marchandises des domaines qui ne devraient pas l'être, comme le travail, la terre, la monnaie, l'attention ou l'intimité. Il plaide pour fixer des frontières au marché, redonner du poids à la délibération collective et fonder la valeur sur l'utilité sociale plutôt que sur le seul prix. Michel-Edouard Leclerc répond qu'il ne faut pas d'abord faire le procès du commerce, mais celui de l'absence de régulation et des défaillances du politique. Il juge les systèmes d'allocation par le marché plus efficaces que ceux opérés par l'Etat et cite la crise du Covid : les magasins Leclerc ont acheté 1,25 milliard de masques et les distributeurs ont fait baisser les prix de 70 à 80 %. Le débat porte aussi sur le prix unique du livre, la culture, la santé, les pompes funèbres au Canada et l'école. Vallaud met en avant l'exemple canadien, où des coopératives et structures non lucratives ont remplacé des fonds de pension dans le funéraire, entraînant une baisse des prix de 40 %. Sur l'éducation, il estime que la logique de marché renforce les inégalités et cite les politiques de mixité sociale menées en 2016 au Mirail, à Toulouse, après lesquelles les résultats au brevet, auparavant inférieurs à la moyenne nationale, l'ont rejointe. Leclerc, 74 ans, rappelle avoir défendu pendant 45 ans l'idée que le commerce crée de la valeur et affirme fédérer 700 chefs d'entreprise. Les deux hommes s'accordent sur la nécessité de règles collectives, mais divergent sur la capacité respective du marché, de l'Etat et des structures non lucratives à servir l'intérêt général....

Sujet - Nom commun : Économie de marché -- France
Marchandisation -- France
Capitalisme -- France